

JOINT SHAREHOLDERS' MEETING - 10 MAY 2012 SPECIMEN VOTING FORM

Dear Shareholders.

You will find attached a specimen voting form for the Joint Shareholders' Meeting that will be held at the Company's headquarters on May 10th, 2012.

This form should be used in order to attend the Meeting, to vote by post or to give a proxy.

If you own registered shares, we will send you the voting form together with the Invitation to the Meeting.

If you own bearer shares, you can get this form through your financial intermediary that manages your shares. Your financial intermediary can obtain the form from SOCIETE BIC or from SOCIETE GENERALE. The request of the financial intermediary must be received by SOCIETE BIC (at the headquarters) or by SOCIETE GENERALE (see address below) at least 6 days prior to the Meeting.

SOCIETE GENERALE Département des Titres – Service des Assemblées 32 rue du Champ de Tir – BP81236 44312 NANTES cedex 3 - FRANCE

*

For more information, please consult the corporate web site: www.bicworld.com

2012 Agenda

1 st Quarter 2012 results	April 25, 2012	Conference call
2011 AGM	May 10, 2012	BIC headquarters
2 nd Quarter and 1 st Half 2012 results	August 2, 2012	Conference call
3 rd Quarter and 9 months 2012 results	October 24, 2012	Conference call

About BIC

BIC is a world leader in stationery, lighters, shavers and promotional products. For more than 60 years, BIC has honored the tradition of providing high-quality, affordable products to consumers everywhere. Through this unwavering dedication, BIC has become one of the most recognized brands in the world. BIC products are sold in more than 160 countries around the world. In 2011, BIC recorded net sales of 1,824.1 million euros. The Company is listed on "Euronext Paris" and is part of the SBF120 and CAC Mid 60 indexes. BIC is also part of the following SRI indexes: FTSE4Good Europe, ASPI Eurozone and Ethibel Excellence Europe.



















IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side.

Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci il la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this date and sign at the bottom of the form.

Þ Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire I I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the formulaire I J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

10 MAI 2012

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

Identifiant - Account CADRE RESERVE A LA SOCIETE - FOR COMPANY'S USE ONLY

Number of shares Nombre de voix - Number of voting rights Registered Porteur - Bearer Vominatif L VD - Double vote VS - Single vote

ceux que je signale en noircissant comme ceci la case correspondante et Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance à l'EXCEPTION de pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens. JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST Cf. au verso (2) - See reverse (2)

552.008.443 R.C.S. NANTERRE

AU CAPITAL DE EUR 182 206 275,96

14 RUE JEANNE D'ASNIERES

SOCIETE BIC

W

92110 CLICHY

I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this \blacksquare ,for which I vote NO or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Consell d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en noircissant comme ceci la case correspondant à mon choix

On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this

36 27 18 O 0 W D Yes Yes Abst/Abs Non/No ス 0 П I Yes Yes Abst/Abs Non/No

> Cf. au verso (3) JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING See reverse (3)

JE DONNE POUVOIR A: Cf. au verso (4)

I HEREBY APPOINT : See reverse (4) M, Mme ou Melle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

CAUTION: If it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank ATTENTION: S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement). Cf. au verso (1) Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary). See reverse (1)

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting.

37

28

29

35

19

20

22

25

26

. Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom. I | appoint the Chairman of the meeting to vote on my behalf....

Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / / abstain from voting (is equivalent to vote NO)

Je donne procuration (cf. au verso 4) à M, Mme ou Melle, Raison Sociale pour voter en mon nom I appoint (see reverse (4)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf.

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard

sur 2e convocation / on 2nd notification

In order to be considered, this completed form must be returned at the latest

sur 1ère convocation / on 1st notification

à la BANQUE / to the Bank à la SOCIETE / to the Company 07/05/12

Date & Signature

CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

(1) GENERALITES

Il s'agil d'un formulaire unique prévu par l'article R 225-78 du Code de Commerce. Quelle que soit l'option choiste, le signalaire est prié d'inscrier leté accentenent, dans la zone réservée à ce l'effet, se nom (en majuscules), prénom usuel et autresse, si ces indications tigurent déjà sur le formulaire, le signalaire doit les vérifier et, éventuellement, les rectifier.

Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur légat, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nons, prenuns et aqualité en laquelle il signe le formulaire de vote.

Le formulaire adresse pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (enfule R 225-77 alinés 3 du Code de Commerce).

Le texte des résolutions figure dans le dossière de convocation joint au présent formulaire (article R 225-91 du Code de Commerce). Ne pas utiliser à la tids « LE VOTE PAR CORRESPONDANCE » et « JE DONNE POUVOIR » (Article R 225-91 du Code de Commerce). Ne pas utiliser à la tids « JE VOTE PAR CORRESPONDANCE » et « JE DONNE POUVOIR » (Article R 225-91 du Code de Commerce). La version française de ce document fait foi.

VOTE PAR CORRESPONDANCE

l'out actionnaire peut voler par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par nseil d'Elat. Les dispositions contraires des statuts sont répulées non écrites. décret en

ur le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de somblée, dans les conditions de délais fixée par décret en Conseil d'Etat, Les formulaires ne donnant aucun sens de e ou expriment une abstention sont considérés comme des votes négatifs."

Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement noincir la case « JE YOTE PAR IRRESPONDANCE » au recto.

ur les projets de résolutions proposées ou agréés par l'Organe de Direction : it de voter "out" pour l'ensemble des résolutions en ne notroissant aucune case. it de voter "non" ou de vous "abstenir" (ce qui équivaut à voter "non") sur certaines ou sur toutes les résolutions en cissant individuellement les cases correspondantes.

our les projets de résolutions non agréées par l'Organe de Direction, de voter résolution par résolution en noircissant la

outre, pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre 3 solutions (pouvoir au Président de l'assemblée générale, tention ou pouvoir à personne dénommée), en notroissant la case correspondant à votre choix.

(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrati):

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandalaire, le président de l'assemblée générale émet un vole favorable à l'adoption de projets de résolutions présentée ou agréée par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un vole défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vole, l'administration d'un mandalaire qui accepte de voler dans le sens indiqué par le mandant. »

(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE
Article L225-106 du Code de Commerce (extraît) :

"I- Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel îl a conclu un pacle civil de solidarilé.

Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix : 1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;

2º Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multialéral de négociation qui se soumeit aux dispositions législatives ou réglementaires visant à proléger les investisseurs contre les opérations d'nitiés, les manipulations de course et la difficient de flusses informations dans les conditions prévues par le réglement général de Mutorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statistes prévoient.

Il - Le mandat ainsi que le cas echérant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Ill - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires in président du conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L.225-102 afin de leur permetire de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux

Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L.225-23 ou de l'article L.225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire forsque l'assemblée générale extraordinaire doit se pronnoncer sur une modification des statuts en application de l'article L.225-23 ou de l'article L.225-71. Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites." sitions du présent article.

Article L. 225-106-1 du Code de Commerce :
"Lorsque, dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas du 1 de l'article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel îl a conclu un pacte civil de solidarilé,

Il est informé par son mandataire que le sien.

Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne por l'agit :
l'agit :
1º Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;
2º Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou contrôle au sens de l'article L. 233-3;
3º Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3; de cette société ou

4º Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôlée asociété, au sens de l'article L. 233-3.
Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien famillail entre le mandalaire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.
Lorsqu'en cours de mandat, survient fun des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandalaire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce demier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.

La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société

Article L. 225-106-2 du Code de Commerce :

Toute personne qui procéde à une sollication active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sours quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à la sesemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième atinées de l'article L. 225-106, rend publique sa

politique de vole. Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'essemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reque sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etal."

Article L. 225-106-3 du Code de Commerce :

Le tribunal de commerce dans le ressort dual le société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une rure troit de commerce dans le ressort dual le société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième à espitiente alinées de l'article L. 225-106-1 ut des dispositions de l'article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandalaire. Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du respect des dispositions de l'article L. 225-106-2." société en cas de non

mandataire sur demande

FORM TERMS AND CONDITIONS

(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract):

"In the case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting a draft resolutions submitted or approved by the Board of Directors or the Managament board, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal."

If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardan), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article R 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).

t lext of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy (Article R 225-81 du Code de mmerce), Please do not use both "I VOTE BY POST" and "I HEREBY APPOINT" (Article R 225-81 du Code de

(1) GENERAL INFORMATION
This is the softe form pursuant to Artestic R 225-76 du Code de Commerce. Whichever option is used, the signatory should write higher exact name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian: if this information is already supplied, please verify and correct if necessary.

- (4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)
 Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract):
 "I A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her pather who he or she

- has entered into a civil union with.

 He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice:

 1° When the shares are admitted to trading on a regulated market;

 1° When the shares are admitted to trading on a multialeral trading facility which is subject to the legislative and regulatory.

 2° When the shares are admitted to trading on a multialeral trading facility which is subject to the legislative and regulatory provisions that protects investors against insider information, price manipulation, and dissemination of false information as provisions that protects investors against inside information, price manipulation, and dissemination of false information, included on the susual by the Afficial State of the Autoritie des marchés financiers (French Financial Markets Regulatory Authority), included on a list issuad by the Afficial State of the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association.

II - The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil official decree specifies the implementation of the present paragraph.

III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organise a consultation with the shareholders mentioned in Article L225-102 to enable them to appoint one or more provise to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article. Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L225-23 or Article L225-27, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L225-23 or Article L225-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-

- or vole "no" or "abstention" (which is equivalent to vole "no") by shading boxes of your choice.

For the resolutions not agreed by the Board, you can vote resolution by scholling by shading the appropriate boxes. In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are requested to choose between three possibilities (proxy to the chairman of the general meeting, abstention, or proxy to a mentioned person (individual or legal entity)), by shading the appropriate box.

The forms giving no voting direction or indicating abstention are deemed to vote "no"."

If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document. In such event, please comply with the following instructions:

the forms received by the Company before the Meeting, within the time limit and conditions determined by Conseil at decree, are valid to calculate the quorum.

 either vote "yes" for all the resolutions by leaving the boxes blank, For the resolutions proposed or agreed by the Board, you can : (2) POSTAL VOTING FORM Article L. 225-107 I du Code de (

1-107 I du Code de Commerce : ulder can vote by post by using a postal v

d'Etat decree. Any

other

r methods

deemed to be invalid

Article L.225-106-1 du Code de Commerce:

Article L.225-106-1 du Code de Commerce:

When, in the events envisaged by the third and fourth paragraphs of the article L. 225-106 I, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he or she has entered into a civil union represented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he novelesses and alteration I.

with, he or she is informed by the proxy of any event enabling him or her to measure the risk that the latter pursue an interest other than his or hers. This information relates in particular to the event that the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts.

1° Controls, within the meaning of article L233-3, the company whose general meeting has to meet, 2° is member of the management board, administration or supervisory board of the company or a person which controls it within the meaning of article L233-3;

3° is employed by the company or a person which controls it within the meaning of article L.233-3;

- 4° is controlled or carries out one of the functions mentioned with the 2° or the 3° in a person or an entity controlled by a person who controls the company, within the meaning of article L. 233-3.

 This information is such delivered when a family the exists between the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts, and a natural person placed in one of the situations enumerated from 1° to 4° above.

When during the proxy, one of the events mentioned in the preceding subparagraphs occurs, the proxy informs without delay his constituent. Failing by the latter to confirm explicitly the proxy, this one is null and void. The termination of the proxy is notified without delay by the proxy to the company.

The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Elat decree.

Afficie L. 225-105-2 du Code de Commerce:

Any person who proceeds to an active request of proxy, while proposing directly or indirectly to one or more shareholders, under any form and by any means, to receive proxy to represent them at the general meeting of a company mentioned in the third and fourth paragraphs of the article L. 225-105, shall release its voting policy.

It can also release its voting instructions on the drief resolutions submitted to the general meeting, it exercises then, for any proxy received without voting instructions, a vote in conformity with the released voting intentions.

The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree

Article L. 225-106-3 du Code de Commerce:

The commercial court of which the company's head office fails under can, at the request of the constituent and for a duration which cannot exceed three years, deprive the proxy of the right to take part in this capacity to any general meeting of the relevant company in the event of non-compliance with mandatory information envisaged from the third to sevenith paragraphs of article L. 225-106-1 or with the provisions of article L. 225-106-2. The court can decide the publication of this decision at the expenses of the proxy.

The court can impose the same sanctions towards the proxy on request of the company in the event of noncompliance of the provisions of the article L. 225-106-2.